

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 23 octobre 2012

# La filière automobile : comment relever les défis d'une transition réussie ?

## Déclaration du groupe des entreprises

L'avis qui nous réunit aujourd'hui est, depuis plusieurs mois, au cœur d'une actualité pour le moins sensible, ce qui a rendu au sein de notre section nos travaux plus complexes, mais également plus riches.

Le rapporteur a su mener un travail réaliste et nous a fait porter un regard critique et constructif sur l'ensemble de la filière automobile au-delà des pressions médiatiques et politiques. Pour tous ces échanges et l'écoute dont il a fait preuve, le groupe des entreprises remercie et salue sa persévérance tout au long de nos débats.

Personne ne nie la nécessaire transition à effectuer dans la filière automobile en France ; pour autant, les conditions de sa réussite sont difficiles à définir. La mutation économique profonde que nous traversons, le déplacement de la demande et de la fabrication vers les pays émergents, la concurrence au sein même de l'Union européenne, sont autant d'obstacles majeurs à des changements sereins.

Nous mesurons également les enjeux en matière d'efficacité énergétique, de défis environnementaux, de mobilité et d'efforts sur le prix de revient, impactant le consommateur.

Le véhicule du futur sera un véhicule décarboné qui impliquera le développement de motorisations alternatives (hybride ou électrique). Ces mutations qui s'inscrivent dans le large projet de transition énergétique - qui fera d'ailleurs l'objet d'un de nos prochains avis - doivent prendre en compte la nécessaire sensibilisation des consommateurs, qui seront amenés à devenir les acteurs de l'évolution de notre société de consommation vers une société d'usage plus sobre.

Concernant la mobilité, cinq pôles de compétitivité y sont dédiés. Le renforcement de coopération inter-pôles permettrait une optimisation de leurs projets.

Enfin, l'État se doit de soutenir une vision industrielle du secteur dans un cadre pérenne en soutenant la compétitivité. Il doit s'appuyer sur des mesures fortes, notamment le soutien à l'innovation et à la R&D, tel que le crédit impôt recherche qui doit, comme le mentionne l'avis, se concentrer sur les PME et les secteurs exposés à la concurrence internationale dans tout ce processus.

Le succès ne viendra pas sans une Europe solidaire dans l'harmonisation de ses règles commerciales, fiscales et sociales.

Au-delà de cette mutation et des stratégies de long terme, la filière automobile est dans une situation d'urgence sur le plan social et économique. L'emploi est menacé, nous

n'échapperons pas à des mesures de mobilité, d'accords de flexibilité, de formation pour conserver l'employabilité. Le consensus doit encore progresser dans ces domaines.

Notre objectif doit être le maintien d'un marché socle et d'une production nationale.

L'avis formule à cet égard beaucoup de propositions courageuses.

Le groupe des entreprises a voté l'avis.